



Motion de congrès du SNJ-CGT

Solidarité avec les journalistes algériens

Le 10 juin, à la veille des élections législatives, une fois encore le régime algérien a utilisé l'arme de la répression pour faire taire le mouvement de protestation du Hirak.

Pour museler l'opinion publique, Alger a multiplié les lois contre la liberté d'expression et le droit de manifester.

Deux de nos confrères en ont fait, à nouveau, les frais.

Khaled Drareni et Ihsan El Kadi ont été arrêtés et jetés en prison, ainsi que le leader de l'opposition Karim Tabbou.

Ihsane El Kadi est notamment directeur de Radio M. Il est accusé de saper l'unité nationale et de vouloir perturber les élections.

Khaled Drareni, journaliste free-lance, est sans cesse la cible des autorités. Après avoir été arrêté l'hiver dernier et embastillé pour « mise en danger du territoire national » pendant plusieurs mois, il a été relâché le 25 février.

Selon une ONG algérienne, le Comité national de libération des prisonniers (CNLD), plus de 220 personnes se trouvent actuellement derrière les barreaux pour participation au mouvement de protestation (Hirak).

Le secrétaire général de la FIJ, Anthony Bellanger, a appelé le gouvernement algérien à « libérer immédiatement les journalistes emprisonnés » et à « respecter le droit des journalistes à pouvoir accomplir leur travail avant, pendant et après les élections législatives ».

Le SNJ-CGT dénonce par ailleurs le retrait par l'Algérie de l'accréditation de France 24. Ce retrait constitue une nouvelle illustration du recul de la liberté d'informer en Algérie, où les intimidations se multiplient contre les journalistes, via des centaines d'arrestations, des menaces et un véritable harcèlement judiciaire.

L'année dernière, le correspondant de France 24 et le JRI qui travaillait avec lui avaient été détenus

sans raison.

Nous soulignons la qualité du travail réalisé par les journalistes en Algérie, exprimons notre soutien à leur égard et revendiquons la liberté d'informer.

Le SNJ-CGT, réuni en congrès à Lille du 14 au 16 juin 2021, exige que la France appelle Alger à respecter la liberté d'informer et à libérer nos confrères emprisonnés.

Nous adresserons en ce sens un message au ministre des Affaires étrangères, Jean Yves Le Drian.

Lille, le 16 juin 2021.